

Fichte et la question nationale allemande

Domenico Losurdo

DANS **REVUE FRANÇAISE D'HISTOIRE DES IDÉES POLITIQUES** 2001/2 N° 14 , PAGES 297 À 319
ÉDITIONS **PICARD**

ISSN 1266-7862

ISBN 9782708406216

DOI 10.3917/rfhip.014.0297

Date de mise en ligne : 02/04/2012

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-francaise-d-histoire-des-idees-politiques1-2001-2-page-297?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Picard.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

FICHTE ET LA QUESTION NATIONALE ALLEMANDE

par Domenico LOSURDO*

I. FRANCE RÉVOLUTIONNAIRE ET RÉGÉNÉRATION DE L'ALLEMAGNE

Étrange destinée que celle de Fichte, à partir surtout de la Première Guerre mondiale où il est considéré comme synonyme de nationalisme exacerbé et de culte exalté de la nation allemande et de sa primauté sur le monde, alors qu'il commence en réalité sa carrière philosophique en prononçant un terrible réquisitoire contre l'Allemagne et qu'au moment de l'élaboration de ses œuvres théoriques les plus importantes, il est encore tout animé par l'espoir d'une régénération provenant d'Outre-Rhin, grâce à l'intervention militaire du pays que la réaction et le chauvinisme allemand désigneront précisément plus tard comme l'ennemi héréditaire de l'Allemagne ! Pour plus de clarté, nous tenons à rappeler quelques dates fondamentales. 1794 : racontant ses impressions de voyage dans la région du Rhin, Fichte constate les sentiments généralement favorables aux Français de la population, à part « les classes privilégiées », et il ajoute : « A Mayence et à Francfort on désire leur retour. Tous, sans exception, haïssent les peuples prussien et autrichien, les méprisent, les raillent, se moquent d'eux pour leurs terribles défaites » (B, I, 360)¹. En 1795 le philosophe de la *Doctrine*

* Domenico Losurdo est professeur de philosophie à l'Université d'Urbino. Cet article, y compris les citations données par l'auteur, a été traduit de l'italien par Pascale Bacot.

1. Dans le texte on utilise habituellement les abréviations suivantes : F = *Fichtes Werke*, édité par Immanuel Hermann Fichte, De Gruyter, Berlin 1971 ; B = *Briefwechsel*, édité par

de la science exprime le désir de devenir « citoyen français » (B, I, 450), et, trois ans plus tard, il déclare vouloir consacrer sa vie « au service de la grande république » et se définit comme un admirateur de la liberté politique et de la nation qui promet de « la divulguer » (B, I, 593). 1799 : « seule la république française peut être la patrie d'un honnête homme » ; « les espérances les plus précieuses de l'humanité » sont liées « à la victoire de la république », c'est-à-dire à la victoire des armées françaises (B, II, 100). Toujours en 1799 : il ne pourra y avoir de salut pour l'Allemagne « si les Français ne conquièrent pas la suprématie la plus écrasante et n'imposent pas un changement » (B, II, 104). Encore dans un texte de 1804-1805 nous pouvons lire la thèse selon laquelle la « conscience cosmopolite » regarde avec indifférence « les actions et le sort des États » (F, VII, 212).

Au point où nous en sommes, nous pouvons tirer deux conclusions importantes concernant le premier Fichte : 1/ le philosophe est étranger à la catégorie même de nation et d'indépendance nationale ; 2/ le philosophe présume et souhaite le renouvellement ou la régénération de l'Allemagne à la suite d'une sorte d'exportation de la révolution, propagée à partir de Paris par la victoire des armées françaises. En cela, du moins au début, Fichte se différencie nettement de Hegel qui, dans ses écrits de jeunesse, procède déjà à une amère constatation : « nous n'avons jamais été une nation » ; « l'Allemagne n'est pas un État » (H, I, 197 et 461). Même le Schelling des années 1796-1798 n'est pas du tout sourd à la question nationale, étant donné que, tout en approuvant la conquête française du Rhin au nom de la lutte contre les « despotes », pour souhaiter la « régénération » de l'Allemagne ou du Wurtemberg, il fait une adjonction significative : « Dieu veuille seulement que cela advienne par notre œuvre, non par l'œuvre des Français »².

Mais, sur ce sujet, le premier Fichte se différencie nettement aussi d'un jacobin allemand tel que A.G.F. Rebmann qui, non seulement dénonce dans la France post-thermidorienne un pays conquérant qui se sert des idéaux issus de la révolution française comme d'une simple idéologie appelée à justifier sa politique d'expansion et de domination, mais s'autocritique pour avoir été « un temps un apôtre fervent de la frontière du Rhin »³. Cette

Hans Schulz (1930), Olms, Hildesheim 1967 ; R = *Rechtslehre*, Vorgetragen von Ostern bis Michaelis 1812, édité par Hans Schulz et Richard Schottky, Meiner, Hambourg 1980. H = G.W.F. Hegel, *Werke in zwanzig Bänden*, édité par Eva Moldenhauer et Karl Markus Michel, sur la base de l'édition des *Werke* de 1832-45, Suhrkamp, Francfort sur le Main 1969-1979. MEW = K. Marx – F. Engels, *Werke*, Dietz, Berlin 1955 et s.

2. Sur ceci cf. Claudio Cesa, *La filosofia politica di Schelling*, Laterza, Bari 1969, p. 77 et p. 73.

3. Cité d'après Heinrich Scheel, *Süddeutsche Jakobiner*, Topos, Vaduz 1980, 2^e éd. (1^{re} éd. Akademie-Verlag, Berlin, 1962) p. 366-7 et 369 ; sur la personne de Rebmann voir Nicolao Merker, *Alle origini dell'ideologia tedesca*, Laterza, Rome-Bari 1977, p. 344-369 et p. 120-131.

dernière est une position que Fichte continue au contraire à soutenir encore dans *L'État commercial fermé* :

« Certaines parties de la surface terrestre, avec leurs habitants, sont visiblement destinées par la nature à former des ensembles politiques. Leur étendue est délimitée par rapport au reste de la terre par de grands fleuves, des mers, des montagnes inaccessibles [...]. C'est à ces suggestions de la nature sur ce qui devrait rester uni ou bien être séparé qu'on fait allusion quand dans la *politique récente* on parle des *frontières naturelles* des États : un point auquel il faut attribuer beaucoup plus d'importance et de sérieux qu'on ne le fait d'ordinaire » (F, III, 480).

II. RÉVOLUTION FRANÇAISE, IDÉAL DE PAIX PERPÉTUELLE ET DÉPLACEMENT DE LA QUESTION NATIONALE

Dans la France révolutionnaire, Fichte voit longtemps le pays qui non seulement aurait pu ou dû aider l'Allemagne à secouer le joug du féodalisme et de l'absolutisme monarchique, mais qui aurait encore contribué de manière décisive à la réalisation d'une paix durable ou perpétuelle en Europe et dans le monde. Ce sont les années au cours desquelles, sur la vague de l'enthousiasme suscité par la révolution, se répandait en France comme en Allemagne l'illusion que le renversement du régime féodal à l'échelle internationale finirait par arracher pour toujours à la racine le fléau de la guerre. À Paris, Mirabeau peut annoncer que, à la suite de la conquête de la « liberté générale », les « jalousies insensées qui tourmentent les nations » sont destinées à disparaître et à laisser la place à la « fraternité universelle ». Après avoir repéré dans le despotisme, dans l'ambition et dans la soif de domination des cours féodales la cause des guerres incessantes qui déchirent l'humanité, beaucoup d'autres protagonistes de la révolution promettent la réalisation du « rêve philanthropique de l'abbé de Saint-Pierre ». En effet, une fois mis fin au despotisme des rois qui peuvent déclencher les guerres sans aucun contrôle et surtout sans courir aucun risque, « le corps législatif se décidera difficilement à faire la guerre. Chacun de nous a des propriétés, des amis, une famille, des enfants, une foule d'intérêts personnels que la guerre pourrait compromettre ». En tout cas, jamais la nouvelle France ne prendra l'initiative d'une guerre de conquête ; elle s'engage solennellement, comme le déclare la Constitution de 1793, à ne pas s'immiscer « dans le gouvernement des autres nations ». Ou, pour employer les termes de la Constitution de 1791, que Fichte a probablement présents à l'esprit dans les premières prises de position que nous nous apprêtons à examiner : « La nation française renonce à entreprendre aucune guerre dans la vue de faire

des conquêtes, et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple »⁴.

Déjà dans les *Considérations destinées à rectifier les jugements du public sur la Révolution française*, le philosophe établit un rapport étroit entre le despotisme monarchique et le fléau de la guerre : « La tendance de toutes les monarchies est à l'intérieur le pouvoir absolu et à l'extérieur la monarchie universelle » ; « cette tendance continue à l'agrandissement au dedans et au dehors est un grand malheur pour les peuples ». Il ne reste qu'à en repérer la cause : « Tarissons la source, et notre mal sera radicalement éliminé. Quand personne ne voudra plus nous attaquer, nous n'aurons plus besoin d'être armés ; alors les guerres terribles et la condition encore plus terrible de préparation à la guerre [...] ne seront plus nécessaires... ». En effet, à l'inverse des monarques et de leurs cours, les peuples n'ont aucun intérêt à la guerre, bien plus – déclare Fichte en s'adressant aux princes – « ils sont profondément dégoûtés de vos guerres » :

« Croyez-vous qu'il importe beaucoup, à l'artiste ou au paysan allemand, que l'artiste ou le paysan lorrain ou alsacien trouve dorénavant dans les manuels de géographie sa ville ou son village dans le chapitre de l'Empire germanique et qu'il laisserait en plan son ciseau ou sa charrue pour obtenir ce résultat ? Non, celui qui provoquera cette guerre sera le monarque... »

Étant donné que les peuples ne partagent aucunement le « goût sanguinaire pour les guerres » des despotes, il suffit d'abattre le pouvoir de ces derniers pour aplanir la route de la paix perpétuelle.

En formulant cette théorie, Fichte rejette décidément la thèse selon laquelle la paix pourrait être sauvegardée à travers l'« équilibre » (*Gleichgewicht*) des forces en présence : « On a vu à notre époque des alliances de grandes puissances qui ont partagé entre elles des pays entiers, justement dans le but de conserver l'équilibre. Mais l'équilibre se serait maintenu de même, si aucune d'entre elles n'avait rien pris. Pourquoi ont-elles choisi le premier moyen de préférence au second ? ». Loin de sauvegarder la paix, la théorie de l'équilibre sert à justifier de nouvelles agressions et de nouvelles guerres (le démontre l'exemple de la Pologne auquel Fichte fait évidemment allusion : l'année de la publication des *Considérations* voit même la consommation du second partage de ce malheureux pays).

Juste au cours de la polémique contre la société de l'ancien régime, qui envoie les « enfants du peuple » combattre « pour que dans la bataille sauvage ils s'entrégorgent avec des hommes qui ne les ont jamais offensés » (F, VI, 6), juste au cours de cette polémique, Fichte fait une première référence fugitive à la question nationale allemande, lorsque, avec une allu-

4. Cf. Domenico Losurdo, « La révolution, la nation et la paix », in *Procès, Cahiers d'analyse politique et juridique*, 1990, n° 19, p. 153-171.

sion transparente à l'Allemagne, il dénonce le fait que, pour pouvoir plus facilement attiser leurs guerres, les cours et les cabinets ont même réussi le miracle de produire « un orgueil national sans nation » (*Nationalstolz ohne Nation*) (F, VI, 97). Mais, à peine évoquée, la question nationale est aussitôt écartée, submergée par le thème plus général de la lutte pour l'abolition de l'ancien régime et la réalisation qui en découle de la paix perpétuelle, grâce à laquelle seront définitivement dépassés les conflits et les rivalités entre les nations et peut-être même les frontières inter-étatiques. L'espérance et la perspective que « tous les hommes qui habitent la surface de la terre finissent par s'unifier graduellement en un État unique » (F, III, 369) semblent rendre désormais obsolète ou dénuée de sens la question nationale.

Déjà deux ans avant le célèbre essai de Kant, Fichte affronte le problème de l'instauration de la paix perpétuelle (nous pouvons même retrouver l'expression textuelle dans les *Considérations*). Fichte consacre ensuite un compte-rendu du plus grand intérêt au texte du maître : la « paix perpétuelle » n'est pas un « vœu pieux » ou un « beau rêve » ; non, elle exige sa « réalisation ». Du reste, pourquoi une telle réalisation ne devrait-elle pas être possible, une fois repérée la racine de la guerre dans le despotisme monarchique, et maintenant que, à partir de la France, l'humanité a déjà commencé à renverser ce despotisme ? Une fois modifiée dans un sens démocratique la « constitution politique » des États, jaillira automatiquement la paix perpétuelle : des monarques qui ne risquent rien peuvent avoir intérêt à provoquer des guerres, pas des « citoyens » qui devraient en subir tout le poids et tous les risques (F, VIII, 429-436). *La destination de l'homme* s'exprime, en 1800, avec une clarté encore plus grande : ce sont les « peuples esclaves qui sont poussés par leurs maîtres à un pillage dont eux-mêmes ne jouiront jamais en rien ». Alors qu'au contraire, du côté opposé,

« il est impossible qu'une nation entière décide d'envahir par la guerre un pays voisin en vue du pillage, parce que dans un État où tous sont égaux, le pillage ne deviendrait pas le butin d'un petit nombre, mais devrait être subdivisé également entre tous ; mais la part de chaque individu ne le dédommagerait jamais des peines de la guerre. Une guerre de pillage est seulement possible quand l'avantage appartient à un petit nombre d'opresseurs, et le désavantage, la peine, les charges retombent sur l'armée innombrable des esclaves ».

Ici, *Nation* est synonyme de nation révolutionnaire et républicaine, de régime politique appelé à instaurer la paix perpétuelle et donc à dépasser définitivement la question nationale. L'Allemagne, au contraire, malgré l'« orgueil national » artificiellement alimenté par les cours, n'est pas vraiment une nation, et pas tant à cause de sa fragmentation politique, que par le poids surtout que continue à exercer l'ancien régime. De toute façon il demeure indubitable que « de la création d'une constitution juste à l'intérieur » dérive « nécessairement » la « rectitude dans les rapports antérieurs

des peuples entre eux et la paix universelle des États » ; le « véritable État » qui garantit des rapports ordonnés et pacifiques entre ses citoyens, coupe par cela même « la possibilité d'une guerre extérieure, au moins avec les véritables États » (F, II, 274-5). Entre les « véritables États » il n'y a pas et il ne peut y avoir « aucune hiérarchie qui pourrait être offensée, aucun orgueil qui pourrait être atteint ». En d'autres termes, établir des rapports d'égalité entre les citoyens à l'intérieur des États signifie établir aussi des rapports d'égalité entre les divers États (pourvu qu'ils soient « véritables »), signifie créer une atmosphère de respect et de compréhension réciproque dans les relations internationales, avec comme conséquence l'élimination des motifs et des foyers habituels de tension (F, II, 274).

La révolution française a mis à l'ordre du jour la réalisation du « véritable État », et donc de la paix perpétuelle, laissant dans l'ombre la question nationale, qui semble à ce moment être le résidu du passé ou d'un présent destiné de toute façon à disparaître rapidement.

III. « COEXISTENCE PACIFIQUE » ET « EXPORTATION DE LA RÉVOLUTION »

Mais en attendant, la guerre s'est embrasée entre le « véritable État » et les autres. Pour Fichte, la responsabilité en incombe entièrement à la coalition anti-française ; en tant qu'« indépendants et autonomes », les États doivent s'engager à une « reconnaissance réciproque » abstraction faite de leur « constitution interne » ; refuser la reconnaissance d'un État signifie refuser son indépendance et par conséquent « constitue un motif valable de guerre ». Les puissances féodales ont non seulement refusé une telle reconnaissance, mais ont aussi procédé à une « intervention non requise » dans les affaires internes de la France (F, VI, 39). La condamnation de la croisade contre-révolutionnaire est prononcée ici au nom même de ce que nous pourrions définir, dans le langage actuel, comme la coexistence pacifique entre des pays aux régimes socio-politiques différents. La question nationale ne semble plus évitable à partir d'une telle perspective, elle n'est cependant pas du tout, pour Fichte, un point acquis, comme le démontre en particulier *La destination de l'homme*. Nous savons que la paix perpétuelle sera définitivement garantie quand le « véritable État » aura triomphé au niveau international ; mais de quelle manière sera atteint un tel but ? En riposte à la politique de guerre et d'agression conduite par les pays d'ancien régime, peuvent se développer des révolutions d'où surgiront de nouveaux « véritables États » et donc d'importants pas en avant sur la voie de la paix

perpétuelle (F, II, 273). La conséquence finale d'un tel objectif peut ou doit cependant être accélérée aussi d'une autre façon :

« Aucun État libre ne peut supporter raisonnablement à côté de lui des formes de gouvernement, dans lesquelles les chefs ont un intérêt à subjuguier les peuples voisins, et qui de ce fait par leur simple existence menacent en permanence la tranquillité des voisins ; la préoccupation de leur propre sécurité oblige tous les peuples à transformer aussi tous les autres peuples limitrophes en États libres, libres, afin de répandre autour d'eux, pour leur propre bien-être, le règne de la culture sur les sauvages [*Wilden*], et le règne de la liberté sur les peuples esclaves. En peu de temps les peuples formés ou libérés par eux se trouveront avec leurs voisins encore barbares [*barbarisch*] ou esclaves dans la situation même où, auparavant, se trouvaient avec eux-mêmes les peuples déjà libres, et ils se verront conduits à faire pour ceux-ci ce qui leur est précisément arrivé : et ainsi, après qu'aient été érigés seulement quelques États vraiment libres, le règne de la culture et de la liberté, et avec lui celui de la paix universelle finira nécessairement par embrasser peu à peu l'univers entier » (F, II, 275).

On dirait que la perspective de la coexistence pacifique est supplantée ici par la théorisation d'une sorte d'exportation de la révolution (pour employer toujours une catégorie du langage politique actuel) : les armées du « véritable État » se chargeront d'abattre les États non libres qui ne se sont pas déjà effondrés à la suite de bouleversements internes, aplanissant ainsi la route de la réalisation définitive de la paix perpétuelle.

Le philosophe fait écho ici à une tentation qui s'est déjà manifestée à Paris. À la Convention on entend des voix qui montrent la contribution de la nouvelle France à la cause de la paix perpétuelle, non dans l'abstention de toute guerre d'agression, mais dans une sorte d'aide « internationale » aux autres peuples pour se libérer à leur tour de ce despotisme qui est la vraie cause des guerres fratricides entre les nations. Parmi ces voix se distingue un émigré allemand, Anacharsis Cloutz qui, le 26 avril 1793, souhaitant une république universelle définitivement pacifiée, déclare : « La convention nationale n'oubliera pas que nous sommes les mandataires du genre humain ; notre mission n'est pas circonscrite aux départements de la France ; nos pouvoirs sont contresignés par la nature entière »⁵.

Il serait erroné et hors de propos de lire nécessairement comme synonyme de radicalisme révolutionnaire l'adhésion de Fichte à la thèse de l'exportation de la révolution. Déjà à la fin de 1791, en esquissant sa ferme opposition à la déclaration de guerre contre les pays signataires du Manifeste de Pillnitz, Robespierre avertit : « Si vous violez les premiers leur territoire, vous irriterez même les peuples de l'Allemagne [...], auprès desquels les cruautés commises par les généraux du Palatinat [c'est-à-dire les dévastations systé-

5. Armando Saitta, *op. cit.*, p. 128 et p. 106-7 et note.

matiques entreprises par les généraux de Louis XIV] ont laissé des impressions plus profondes que celles qu'auront produites quelques libelles interdits... ». Au printemps 1793, pendant que les hasards de la guerre tournent de façon dramatique pour la France, le dirigeant jacobin reproche aux girondins les « lieux communs » agités au moment de la déclaration de guerre qui « montraient l'Europe entière adhérant à la constitution française » et, à propos de la fin de la première occupation française de la Belgique, il ajoute : « l'invasion de la Belgique n'a pas produit d'autre effet que de livrer ensuite nos alliés aux vengeances de leur tyran et d'irriter les étrangers contre nous ». Et à la fin de la même année, quand pour la France les dangers les plus graves sont désormais conjurés, Robespierre n'hésite pas également à viser durement « le prédicateur intempestif de la république universelle », « le procureur général du genre humain » : les apôtres de l'exportation de la révolution sont même assimilés aux promoteurs et aux partisans de la contre-révolution⁶.

Et donc, si pour le radicalisme des revendications sociales qu'il formulait, Fichte a été souvent, et à juste titre, rapproché du jacobinisme et de ses courants les plus radicaux, dans la mesure où il ressent cette fascination pour la perspective d'une exportation possible de la révolution, négligeant ainsi la question nationale, il semble plus proche des girondins et de personnalités comme Cloutz que de Robespierre.

IV. « L'EUROPE PATRIE COMMUNE » ET LA LUTTE DE LA CIVILISATION CONTRE LA BARBARIE

Dans *Caractère de l'époque actuelle* – il s'agit d'une suite de leçons données à Berlin en 1804-1805 mais qui sont publiées, probablement avec des remaniements considérables en 1806 – s'effondre définitivement l'image de la France conçue comme représentante authentique de la civilisation et comme véhicule privilégié de la réalisation de la paix perpétuelle :

« Tant que l'humanité se développe encore unilatéralement en différents États, il faut s'attendre à ce que chaque État privilégie sa propre culture comme la seule vraie et juste, tandis qu'il considérera les autres États comme tout à fait dépourvus de civilisation [*Unkultur*] et leurs habitants comme des barbares, et par conséquent estimera avoir vocation à les soumettre ».

Selon Fichte, c'est la « culture unilatérale » qui pousse peu à peu un État, non seulement à absolutiser son propre point de vue, mais aussi à penser

6. Sur ceci cf. Domenico Losurdo, « La révolution, la nation et la paix », *op. cit.*

que « les habitants des autres États se retrouveraient plus heureux en devenant ses citoyens » (F, VII, 181 et 201). Quelle différence en comparaison du philosophe qui quelques années avant déclarait, explicitement, aspirer à devenir citoyen de la Grande Nation ! Cette dernière n'est plus, maintenant, synonyme de civilisation ou *Kultur* en tant que telle, mais de « culture unilatérale ».

Mais poursuivons la lecture de *Caractère de l'époque actuelle* :

« Les européens chrétiens constituent essentiellement un seul peuple, reconnaissant l'Europe commune comme l'unique véritable patrie et d'un bout à l'autre de l'Europe recherchent et se sentent attirés à peu près par la même chose. Ils cherchent la liberté de la personne, un droit et une loi qui soient les mêmes pour tous et par lesquels tous soient protégés sans exceptions et préférences, ils cherchent l'occasion de gagner leur subsistance par la diligence et le travail, ils cherchent la liberté religieuse dans leurs diverses confessions, ils cherchent la liberté de penser selon leurs principes religieux et scientifiques, de s'exprimer donc à haute voix et de juger par eux-mêmes. Là où vient à manquer quelque-une de ces choses, voilà qu'ils prennent leurs distances ; ils affluent au contraire là où ces choses sont garanties » (F, VII, 204-5).

C'est bien à cause de l'homogénéité substantielle qui caractérise le *Reich der Kultur* (coïncidant avec l'Europe), que la prétention de la France de représenter le droit et le progrès en tant que tels, d'être donc la mandataire de l'humanité, est insoutenable. La fidélité à l'idéal de la paix perpétuelle n'empêche plus maintenant de démasquer l'hypocrisie de la *pax napoleonica* ; d'un autre côté, la dénonciation de l'expansionnisme provenant d'outre-Rhin ne comporte pas chez Fichte, contrairement à la plus grande partie de ses contemporains, la mise en accusation des idées de 89 et même, outre mesure, des Français. Même si on avait affaire seulement à des « esprits purs et parfaits », il est dans l'ordre naturel des choses que toute nation cherche à « répandre le plus possible ce qu'il y a de bon en elle », jusqu'à presque vouloir « incorporer le genre humain entier », même si cela provoque facilement des conflits (F, XI, 423).

Il est à peine nécessaire de noter que, alors qu'en polémique contre les prétentions universalistes de l'Empire napoléonien, Fichte procède à une réaffirmation énergique du droit de chaque État à l'indépendance, il pense toujours et seulement à l'Europe. « Unilatérale » est jugée la culture d'un État européen qui prétend représenter la totalité, mais une telle critique ne touche pas l'attitude prise par l'Europe vis-à-vis du reste du monde. L'opposition entre civilisation d'une part et « sauvages » et « barbares » de l'autre, continue à valoir pleinement, mais sa cible est désormais constituée uniquement des populations coloniales. Fichte condamne Napoléon pas tant pour l'expansionnisme et le bellicisme en tant que tels qui caractérisent sa politique, que pour le fait de se déchaîner au détriment des pays et des

peuples européens faisant partie du « règne de la civilisation ». Du reste – déclare par exemple l'essai sur Machiavel – il y a « même en Europe, mais encore plus dans d'autres parties du monde, suffisamment de barbares qui en tout cas tôt ou tard devront être englobés par la force dans le règne de la civilisation ». Une fois maîtrisées les violences et les agressions mutuelles, l'Europe prend figure de « patrie commune » fondamentalement pacifiée ; la guerre contre les barbares continue au contraire, bien plus, elle constitue pour la « jeunesse européenne » une occasion utile pour s'engager (F, XI, 426). La thèse initiale sur la base de laquelle le « véritable État » se voyait reconnu le droit d'intervention vis-à-vis des territoires et des peuples vivant à l'état de nature, au fur et à mesure que la France perd son auréole d'unique « véritable État », est soutenue non plus vis-à-vis de la coalition anti-française, des ennemis des institutions issues de la révolution, mais vis-à-vis des territoires et des peuples en marge ou extérieurs à l'Europe civilisée.

V. RÉFORMES ET LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE

Même s'il constitue une unité en comparaison de « celui de la barbarie », le « règne de la civilisation » reste divisé en « États particuliers », entre lesquels subsistent des contradictions et des conflits, d'autant plus que chacun d'eux est tenté de s'ériger en représentant privilégié ou unique de la civilisation et donc de développer des prétentions hégémoniques et expansionnistes (F, VII, 165). Tout État est appelé à tenir compte de cela. Doit en tenir compte en particulier la Prusse, principale cible, désormais, de l'expansionnisme napoléonien et avec laquelle Fichte commence, même si c'est de façon problématique, à s'identifier. Déjà avant les *Discours à la nation allemande*, le moment du tournant dans la prise de conscience de l'inéluctabilité de la question nationale est constitué par *Caractère de l'époque actuelle* où l'auteur déclare explicitement qu'un des objectifs poursuivis par son œuvre est de « contribuer à rendre plus compréhensible, et donc plus chère et précieuse, en particulier, la constitution sous laquelle nous vivons » (F, VII, 156). Après avoir dénoncé l'expansionnisme de la France et du côté opposé le monopole du « commerce mondial » que s'est assuré l'Angleterre, après avoir aussi souligné la nécessité pour tout pays de fonder sa politique internationale sur le calcul réaliste des rapports de force, *Caractère de l'époque actuelle* poursuit ainsi :

« Un État moins puissant, justement de ce fait, ne peut pas s'agrandir au moyen de conquêtes extérieures. De quelle façon peut-il alors passer de sa condition limitée à l'exercice d'un poids plus significatif ? Il ne lui reste plus d'autre moyen que le renforcement interne. Même si au commencement

il ne gagne pas un seul pied de territoire et si son ancien territoire devient seulement plus peuplé et plus productif en ce qui concerne tous les besoins humains, il a cependant gagné, sans conquêtes territoriales, des hommes qui sont le nerf et la vraie force de l'État ; au cas où ces derniers proviendraient d'autres États, il en résulterait alors un affaiblissement de ses adversaires naturels. C'est la première conquête pacifique par laquelle cet État moins puissant peut dans l'Europe chrétienne commencer à se frayer un chemin [*emporarbeiten*] ».

Toujours sur le plan des réformes économiques, il est nécessaire de prendre « soin du maintien et de l'accroissement de l'espèce humaine au moyen de facilités pour le mariage et la procréation, l'assistance sanitaire etc. », ainsi qu'au moyen de l'« extension de l'emprise humaine sur la nature », et cela par le développement des forces productrices (F, VII, 204-7). L'État « moins puissant » dont il est question ci-dessus ne peut qu'être la Prusse appelée à répondre avec un programme de réformes profondes au défi mortel provenant du pays qui, après avoir promis la réalisation de la paix perpétuelle, conduit maintenant une politique expansionniste effrénée.

Mais il ne suffit pas de réaliser des réformes économiques ; de courageuses réformes politiques, qui tiennent compte de l'aspiration générale à la liberté et à l'égalité, sont nécessaires aussi. De telles réformes, en outre, « dans la situation internationale actuelle lui sont imposées [c'est-à-dire à l'État moins puissant] par la nécessité et par la préoccupation de sa propre conservation : la peur d'être englouti le force à s'agrandir ; mais initialement il n'y a pas d'autre moyen pour s'agrandir que celui qui a été montré ». « Dans la situation internationale actuelle » – Fichte ne se lasse pas de faire allusion aux dangers que l'irrésistible expansion napoléonienne fait peser sur la Prusse – devient absolument indispensable une « égalisation des droits de tous qui jusqu'à présent ne s'est encore réalisée dans aucune partie du monde, ainsi que le dépassement graduel de l'inégalité juridique qui subsiste dans l'Europe chrétienne comme résidu du régime féodal ». Pour pouvoir utiliser toutes les forces disponibles, l'État moins puissant, qui jusqu'à maintenant a seulement la possibilité de mobiliser « la force de ses citoyens les moins favorisés », doit au contraire pouvoir compter aussi sur « les groupes et les classes favorisés ». Ainsi est nécessaire « la suppression graduelle de tous les privilèges » (*Begünstigungen*), la réalisation de l'égalité de tous, en sorte que l'État se voit finalement reconnu le « droit d'utiliser pour ses buts l'entier surplus [*Ueberschuss*] de toutes les forces de ses citoyens sans exception ».

Les recommandations ou revendications de Fichte sont contemporaines des « réformes partielles » que réussit à réaliser Stein, avec la libération de la servitude de la glèbe de 50.000 paysans du domaine, la limitation des privilèges fiscaux de la noblesse, le relâchement de la discipline des cor-

porations, ainsi que de la première proposition, avancée par Scharnhorst (un des futurs protagonistes de la réforme militaire qui a suivi la défaite de Iena et des *Befreiungskriege*), de l'introduction du service militaire obligatoire⁷. Pour modestes qu'elles puissent apparaître, de telles réformes se heurtent à l'hostilité furieuse de la noblesse, fermement attachée à ses propres privilèges. On comprend alors cette déclaration de Fichte : « Celui qui est vraiment libre et noble, les restitue volontiers, comme un sacrifice sur l'autel de la patrie ; celui qui au contraire se laisse contraindre, démontre seulement par là qu'il n'est pas digne de posséder le dépôt qui lui a été confié » (F, VII, 205 et 207-9). La polémique dans laquelle s'engage le philosophe contre la vision qui voudrait réduire le rôle de l'État à un simple gardien de la propriété, polémique qui parcourt entièrement *Caractère de l'époque actuelle*, est aussi à lire comme une polémique contre le refus de la noblesse et des classes privilégiées d'accepter les réformes nécessaires au développement de la résistance nationale.

VI. QUESTION NATIONALE ET NATION-GUIDE

Nous avons vu Fichte exiger, dans ce qui est désormais son pays, une « égalisation des droits de tous qui jusqu'à présent ne s'est encore réalisée dans aucune partie du monde » : le philosophe nourrit clairement l'espérance que, une fois libérée des résidus féodaux, la Prusse puisse s'élever à un niveau supérieur à celui de la France elle-même où, pendant ce temps, bien que la destruction du régime féodal ait rendu définitive la conquête de la « liberté civile », toute trace de « liberté politique » a disparu. Mais si la Prusse devait gâcher sa chance et échouer ? La réponse que le philosophe donne à cette question est célèbre, mais il convient de la relire en entier :

« Je demande à mon tour : quelle est la patrie de l'européen chrétien vraiment cultivé ? En général c'est l'Europe, et en particulier à chaque époque c'est cet État européen qui se trouve au sommet de la civilisation [*Kultur*]. L'État qui se trompe de façon grave finira par décliner, il cessera donc d'être au sommet de la civilisation. Mais justement parce qu'il décline et doit décliner, d'autres s'élèveront ; parmi eux un seul plus particulièrement, qui se situe maintenant à la hauteur à laquelle le précédent se trouvait auparavant. Reste néanmoins alors les enfants de la terre, qui reconnaissent leur patrie dans la glèbe, dans le fleuve, dans la montagne, citoyens de l'État en déclin : ils conservent ce qu'ils désiraient et qui les rend heureux. L'esprit solaire sera irrésistiblement attiré et se dirigera là où resplendissent la lumière et le droit. Et dans ce sentiment cosmopolite nous pouvons regarder avec

7. Gerhard Ritter, *Stein. Eine politische Biographie*, DVA, Stuttgart 1981, 4^e éd., p. 124-133.

une tranquillité complète pour nous-mêmes et pour nos descendants, jusqu'à la fin des temps, les actions et les destinées des États » (F, VII, 212).

On dirait que Fichte n'a pas renoncé à la perspective d'une nation-guide, qui remplit un rôle d'avant-garde à l'intérieur de cette patrie commune qu'est l'Europe, même si c'est à présent simplement dans le domaine des idées ; il commence cependant à penser qu'un tel rôle pourrait être joué par la Prusse, une fois portées à leur terme les réformes nécessaires. Mais si ces espérances aussi devaient être déçues ? Contrairement à ce que semble suggérer Ernst Bloch⁸, ce n'est pas vers la France que Fichte regarde pour une alternative éventuelle ; la période où il était possible de voir resplendir « la lumière et le droit » dans ce pays est définitivement révolue. La rupture avec Napoléon est si profonde que la Prusse est presque critiquée pour la conduite d'une politique trop hésitante à l'encontre de l'expansionnisme français, trop timide et indécise à empoigner le drapeau de la liberté et de l'indépendance de l'Allemagne. En février 1806 – la guerre qui semblait se profiler les mois précédents contre la France, avec l'intervention de la Prusse au côté de la troisième coalition, ne s'est pas confirmée, étant donné que Napoléon a réussi entre-temps à mettre en déroute ses adversaires et à leur imposer la paix de Presbourg du 26 décembre 1805 – la femme de Fichte relate de Berlin dans une lettre à la veuve de Schiller : « Ici règne la satisfaction associée à beaucoup de mécontentement pour la paix ; ceux qui sont contents espèrent dans des temps meilleurs (même ici en effet il y a de forts renchérissements) et ceux qui sont mécontents s'attendent à une trêve de courte durée ; ah ! pendant combien de temps encore Bonaparte pourra-t-il pousser en avant son jeu ? » (B, II, 413). La femme de Fichte recommence à se lamenter de la « situation politique actuelle », toujours avec la même interlocutrice, dans une lettre de mai de la même année (B, II, 415). Nous sommes à la veille de la sortie de *Caractère de l'époque actuelle* : la femme de Fichte se range aussi clairement parmi les « mécontents » de la paix et avec elle, selon toute probabilité, le philosophe lui-même. Certainement, donc, ce n'est pas à la France que Fichte pense pour une alternative éventuelle à la Prusse. Au contraire, nous avons à faire à une semonce envers la Prusse pour qu'elle saisisse l'occasion propice pour se rénover profondément et se mettre à la tête du mouvement pour la liberté et l'indépendance de l'Allemagne ; autrement un autre État allemand (l'Autriche) l'aurait plus ou moins vite remplacée dans ce rôle de guide...

8. Cf. Ernst Bloch, *Fichtes Reden an die deutsche Nation*, 1943, in Idem, *Politische Messungen, Pestzeit, Vormärz*, Suhrkamp, Francfort sur le Main, 1970, p. 302.

VII. LA REDÉCOUVERTE DE L'« ÉQUILIBRE »

Après la défaite de la Prusse et le triomphe de l'empire napoléonien, Fichte est contraint de repenser plus à fond le cours des événements depuis 1789, à repenser donc l'idéal même de la paix perpétuelle, auquel la Révolution française semblait vraiment avoir à l'époque conféré actualité et même maturité historique et politique. Est-ce que la confiance en un tel idéal doit être jugée coresponsable de la défaite, de l'oppression nationale à laquelle est désormais soumise l'Allemagne entière ? Est-ce que la passion avec laquelle cet idéal a été ressenti a empêché de regarder avec la lucidité nécessaire la situation internationale et particulièrement la nouvelle France ? Fichte se rappelle maintenant de l'enseignement de Machiavel, « cet esprit splendide » (F, XI, 408), selon lequel un État qui se respecte ne peut pas renoncer au présupposé de la méchanceté des hommes. Il ne s'agit pas de se plonger dans une discussion métaphysique sur la nature de l'homme ; il s'agit au contraire de se rappeler concrètement, si on veut éviter des surprises désagréables, les dangers et les risques qui menacent l'État, la communauté politique nationale. Déjà sur le plan interne, « l'État comme institution coercitive présuppose la guerre de tous contre tous, et son but consiste à produire au moins l'apparence extérieure de la paix et à empêcher de toute façon, même dans le cas où demeurent pour toujours en son sein la haine de tous contre tous et la volonté de s'agresser mutuellement, que cette haine et cette volonté éclatent dans les faits ».

Mais c'est surtout sur le plan des relations internationales qu'on tombe plus facilement dans l'erreur, fatale, d'oublier le présupposé de la méchanceté des hommes. La leçon de Machiavel s'est vue douloureusement confirmée par les « riches expériences des trois siècles où l'histoire est allée de l'avant » – déclare Fichte en se rappelant surtout en réalité les dernières années de l'histoire allemande et européenne, c'est-à-dire en se rappelant l'insatiable expansionnisme napoléonien. Le pays qui oublie dans ses relations internationales le présupposé en question finit par devenir une « proie ». Il est inévitable qu'entre les États subsiste un « rapport de bellicisme [*Kriegslust*] continuel, même sans présupposer aussi la moindre méchanceté en chacun, du fait qu'on ne peut jamais constater entre eux un droit stable et indiscutable, comme cela se passe entre les citoyens d'un État bien délimité et ordonné ». Oui, il est vrai, « on peut tracer les frontières du territoire », mais cela ne suffit en aucune façon à garantir la sécurité. L'État voisin est déjà toujours prêt à s'agrandir. Et puis la menace peut se manifester de façon indirecte sans envahir tout de suite le territoire national.

Donc – conclut Fichte –

« il n'est pas du tout suffisant que tu défendes ton territoire ; tu dois tenir les yeux constamment ouverts en observant tout ce qui pourrait avoir une influence sur ta situation ; en ne tolérant d'aucune façon que, dans ta sphère d'influence [*innerhalb dieser Gränzen deines Einflusses*] quelque chose soit modifié à ton détriment, car il est certain aussi que l'autre fera la même chose dès que possible, et si tu rates l'occasion, tu prend alors du retard par rapport à lui. Celui qui ne se renforce pas, s'affaiblit lorsque les autres se renforcent. »

Cela n'a pas de sens de se fier aux promesses et aux engagements pris par l'adversaire, si à leur base il n'y a pas une « garantie » concrète de nature territoriale ou de quelque façon matérielle, c'est-à-dire si à leur base il n'y a pas des rapports de force qui permettent de les rendre crédibles (F, XI, 420-4). Il ne faut pas se laisser tromper par la dureté ou la brutalité de ces déclarations. Fichte n'est pas en train de faire la théorie d'une politique de puissance marquée par le cynisme et la brutalité ; il est seulement en train de faire le bilan des guerres et des conquêtes napoléoniennes. Nous sommes en présence de la dénonciation de la politique de neutralité suivie par la Prusse à partir de la paix de Bâle ; la « sphère d'influence » dont il est question ci-dessus n'a aucune signification expansionniste ou impérialiste, mais sert à désigner simplement l'Allemagne. Enfermée dans une étroite optique provinciale et antinationale, la Prusse a regardé passivement l'expansion française et napoléonienne au-delà du Rhin, parce que celle-ci n'envahissait pas encore son territoire et lui laissait l'illusion de pouvoir être épargnée.

Nous ne sommes pas en présence de propos bellicistes ; mais certes le changement qui est survenu chez Fichte est radical : la paix peut être assurée non plus au moyen d'une modification complète de la constitution et des institutions politiques propres à chaque État, mais grâce à l'équilibre des rapports de force entre les États. Par conséquent la leçon de réalisme que, dans le sillage de Machiavel, le philosophe entend donner en premier lieu à la Prusse et à l'Allemagne, veut être au service d'une politique de paix. Il n'est pas vrai que, avec la défiance réciproque des États, « les guerres n'auraient jamais de fin en Europe. Il adviendra plutôt qu'une épée tiendra l'autre en respect, parce que nul n'entend commencer une guerre s'il ne peut en retirer un avantage [...]. Il s'ensuivra une longue période de paix, qui pourrait être interrompue seulement par des événements fortuits, comme par exemple des révolutions, des conflits de succession etc. ». La révolution (l'abolition du régime féodal) qui dans les écrits de jeunesse était vue comme un facteur susceptible de faire avancer le processus de réalisation de la paix perpétuelle, est maintenant vue comme un facteur objectif de tension internationale et est rapprochée des guerres de succession, des guerres typiques de *l'ancien régime*, évoquées, toujours dans les écrits de jeu-

nesse, pour démontrer le lien indissoluble entre l'organisation féodale et le fléau de la guerre. Même si sur la révolution ce n'est pas un jugement de valeur, mais une constatation de fait, le changement n'est pas moins significatif. Fichte continue ainsi : « Plus de la moitié des guerres conduites jusqu'à présent sont nées des grandes erreurs politiques des agresseurs, qui ont donné l'espoir d'une issue heureuse à l'agresseur. » (F, XI, 425-6).

Le philosophe redécouvre et réévalue ainsi un concept qu'il a âprement dénoncé, comme nous l'avons déjà vu, dans les *Considérations*. Il déclare, avec une allusion transparente à la France : « Un État qui se sent assuré et incontesté dans sa suprématie, devient facilement imprudent et, entouré de voisins désireux d'émerger, il perd sa suprématie et a peut-être besoin de pertes douloureuses, pour recouvrer la raison » (F, VII, 211).

Par ailleurs, Fichte n'abandonne pas même à ce moment l'idéal de la paix perpétuelle. Le présupposé pour qu'elle se réalise est qu'il existe au-dessus du différend entre les États « une volonté *juridique*, pourvue de pouvoir coercitif ». Mais de quelle façon la réaliser ? « On peut certes dire que cette volonté devrait être instituée par la ligue des peuples. Mais comment y arriver ? C'est une tâche insoluble [que nous demandons donc] au gouvernement divin du monde. Jusqu'alors cependant... » (R, 16-72). Jusqu'à ce moment il ne reste qu'à s'en remettre au calcul des rapports de force, il ne reste qu'à prendre acte du *bellum omnium contra omnes* qui préside aux rapports internationaux. L'idéal de la paix perpétuelle continue à rester solide, mais il n'a plus d'influences appréciables sur les actions concrètes des États particuliers ; une fois éteintes les espérances suscitées par la Révolution française, cet idéal de programme politique devient de nouveau utopie. Pour employer les termes avec lesquels Engels trace le bilan du « despotisme napoléonien » en ce qui concerne la politique internationale, « la paix perpétuelle qui avait été promise à la suite de l'explosion de la révolution française se transforma en une guerre de conquêtes sans fin » (MEW, XX, 239). Le dernier Fichte est aussi douloureusement obligé d'en prendre acte.

VIII. LES DISCOURS À LA NATION ALLEMANDE ET LES CONTRADICTIONS DE LA RÉSISTANCE ANTINAPOLÉONIENNE

A ce point nous sommes en mesure de mieux comprendre les *Discours à la nation allemande* souvent lus comme l'expression d'un chauvinisme furieux et aveugle. En réalité, Fichte se rend compte que l'occupation napoléonienne agit objectivement à coups de pioche sur l'édifice féodal de

l'Allemagne, qui est cependant soumise en même temps à une oppression nationale sans précédents et même à une politique d'exploitation coloniale. Oui, les Français se vantent de faire participer les Allemands au « riche trésor de leur art de gouverner, d'administrer et de légiférer », et d'avoir supprimé dans les pays conquis la « dépendance servile de personnes en tant que telles à l'égard d'autres personnes » (c'est-à-dire la servitude héréditaire), précédemment consacrée par la loi (F, VII, 477). Et cependant, sur l'autre plateau de la balance, nous voyons que ceux qui prétendent « conquérir le monde » non seulement recourent à des « extorsions », mais transforment le « pillage » en un « titre honorable pour un esprit raffiné ». Il s'agit – ajoute Fichte en se référant en particulier au vol planifié des œuvres d'art qui avait suscité une vague d'indignation dans l'opinion publique allemande – d'une politique pour laquelle « les hommes, les pays et les œuvres d'art conquises ne sont pas autres chose qu'un moyen pour faire de l'argent en toute hâte » (F, VII, 469).

Et ce n'est pas tout. Le philosophe qui a espéré pendant si longtemps l'aide de la France pour réaliser en Allemagne la liberté de pensée et d'expression (B, II, 102-9), est maintenant forcé de noter que l'occupation napoléonienne représente vraiment le maximum d'oppression. Dès la *Préface*, les *Discours* sont pleins d'allusions à la censure plus vigilante que jamais. Il y avait plus de liberté au temps de Machiavel qu'au « début du dix-neuvième siècle dans les pays qui se vantent de la plus haute liberté de pensée » – déclare Fichte en faisant allusion à l'Allemagne occupée par les Français et à la France elle-même (F, VII, 261). La question de l'émancipation nationale est donc liée à la question de la liberté de pensée et d'expression. Pendant qu'il prononce ses *Discours*, Fichte doit avoir bien à l'esprit le cas du libraire Palm condamné à mort par Napoléon pour un petit livre qui dénonçait l'occupation française. Dans une lettre de janvier 1808, après s'être lamenté de la censure prussienne tout à la fois vigilante et pusillanime, Fichte ajoute « Je sais très bien ce que je risque, je sais que les balles peuvent m'atteindre aussi comme elles ont atteint Palm, mais ce n'est pas cela que je crains, et j'accepterais de mourir pour mon objectif » (B, II, 500).

C'est vrai, les *Discours* dénoncent l'*Ausländerei* comme une peste, comme une *Grundseuche* qui menace d'infecter et de contaminer la nation allemande entière (F, VII, 336). Mais, même dans ce cas, il faut se garder de conclusions hâtives. Après la défaite de Iena, la francophilie est objectivement devenue une sorte de trahison nationale, en tant qu'elle favorise la tentative des occupants de désagréger la résistance du peuple opprimé, en lui faisant perdre la conscience de sa propre identité nationale. Fichte ne se lasse pas de mettre en garde contre cette sorte de « collaboration » culturelle. Il s'agit d'un passage obligé pour stimuler la résistance nationale. Il est nécessaire de redonner confiance à un peuple vaincu et humilié, en

rompant avec une tradition par laquelle les Allemands, « pour être justes à l'égard des peuples étrangers contemporains et à l'égard de l'antiquité, ont été injustes envers eux-mêmes » (F, VII, 471). Il reste désormais une seule voie pour ne pas se rendre totalement aux envahisseurs : « La lutte armée est décidée ; si nous voulons, peut surgir la nouvelle lutte des principes, des mœurs, du caractère » (F, VII, 470). Au moment où les *Discours* sont prononcés, la possibilité d'une insurrection sur le plan militaire ne se profile certainement pas : il s'agit seulement de faire en sorte que se forme un climat d'isolement général autour des occupants.

Dans ce cadre, la dénonciation de la xénophilie est vue comme une première tentative de construction d'une identité nationale allemande pour stimuler la résistance contre l'envahisseur. Certes, une telle tentative présente des accents ambigus et parfois même troubles. Mais il ne faut pas oublier le fait essentiel que dans cette période le chauvinisme est en réalité du côté de Napoléon. En 1813 – une fois la guerre commencée, à un moment donc où la passion nationale doit être au point culminant – Fichte déclare directement en opposition aux Français que « la première caractéristique des Allemands les meilleurs est l'indignation contre la carence de leur pays natal » ; les envahisseurs sont en train d'oublier que « les peuples sont une individualité, avec une capacité et un rôle particuliers » (F, VII, 572 et 563).

IX. QUESTION NATIONALE ET LUTTE ANTIFÉODALE

La prise de conscience de l'acuité de la question nationale ne pousse certainement pas Fichte à atténuer la charge antiféodale qui caractérise sa pensée dans toute la durée de son évolution. Le code de comportement des cours allemandes est ainsi décrit :

« Combattre pour un intérêt étranger, et seulement dans le but de maintenir sa propre Maison : – vendre des soldats ; – être un appendice d'un État étranger. Leur politique n'a pas d'autre intérêt que l'épanouissement et le maintien de leur chère Maison ; tout le reste est abandonné à lui-même » (F, VII, 571).

L'ironie cinglante de Fichte vise une classe sociale dans son ensemble :

« La noblesse a démontré qu'elle était le premier ordre de la nation seulement parce qu'elle a été la première à fuir quand il y avait du danger et à rechercher, en désertant la cause commune, à s'attirer la miséricorde de l'ennemi public par des tromperies, des bassesses et des trahisons » (F, VII, 530-1).

Jusque dans les derniers écrits on peut remarquer l'indignation morale et politique du démocrate et jacobin contre une classe corrompue et décadente et désormais condamnée par l'histoire. Les princes allemands, dans leur « rapacité grossière et aveugle » sont prêts à se vendre :

« Ils rampèrent devant l'étranger et lui ouvrirent les portes de la patrie ; ils auraient même rampé devant le Dey d'Alger et auraient embrassé la poussière de ses pieds, ils auraient marié leurs filles à ses fils naturels ou présumés, si de cette façon ils avaient seulement pu conquérir la charge désirée ou le titre de roi » (F, VII, 529).

Ils ont mené une vie de parasite, pensant seulement « à manger et boire » et faire les libertins ; et quand ils ont voulu se donner une apparence de dignité, ils se sont mis à parler français ; ils se sont complètement désintéressés de l'instruction et de l'éducation populaire, tant qu'ils avaient à leur disposition le « moyen du bâton » ; le but suprême de leur art de gouverner était de piquer des sous par tout moyen, de sorte que même la loterie pouvait servir à mettre la main sur les faibles subsides de leur pauvre femme de chambre. Puis il y a ces princes et ces féodaux qui, au cours de la bataille, ont « abandonné les drapeaux », se rendant à l'ennemi avant même de l'avoir effectivement rencontré (F, VII, 523-7). Comme on voit, la charge antiféodale est très loin de s'être dissipée, et la défaite de Iéna a seulement ajouté au débit de ces classes parasites un nouveau chef d'accusation, celui de trahison nationale.

Fichte joint explicitement la lutte contre l'occupation napoléonienne à un programme incisif de profondes transformations politiques aussi sur le plan interne. Un appel au peuple allemand de la part des princes ses compatriotes qui résonnerait substantiellement en ces termes : « Soulevez-vous afin que vous soyez mes esclaves et non ceux d'un étranger » ; un tel appel serait une insulte, et « celui qui les écouterait, serait un imbécile » (F, VII, 551). Pourquoi en effet deviendrait-il jamais préférable d'être soumis à un gentilhomme allemand grossier et violent qu'à « un général français comme Bernadotte, qui au moins a vécu dans le passé les spectacles enthousiasmants de la liberté » (F, VII, 569), et qui présente donc en tout cas l'avantage d'avoir derrière lui la grande espérance historique de la révolution ? La haine contre Napoléon ne fait pas oublier la différence qui existe cependant entre la France et les pays encore dominés par l'ancien *régime* : « Entre le *roi de France* et le *roi des Français* il y a assurément une grande différence » – c'est une allusion manifeste au fait que Napoléon s'est fait proclamer empereur des Français, prenant ses distances avec la conception patrimoniale de l'État (F, VII, 515).

X. LE DERNIER FICHTE ET LA PLACE DES « BEFREIUNGSKRIEGE » DANS L'HISTOIRE

Des préjugés encore vivaces pèsent sur l'auteur des *Discours à la nation allemande* et l'animateur de la résistance antinapoléonienne. Nous nous référons pourtant à un interprète d'exception de l'histoire de la philosophie classique allemande, et même de l'histoire culturelle et politique de l'Allemagne dans son ensemble, à savoir Lukács. Le jugement sur le dernier Fichte est un jugement de liquidation totale : sa philosophie « s'est intrinsèquement épuisée », « sa carrière de véritable philosophe d'importance européenne » est désormais finie ; Fichte est « naufragé », même « tragiquement naufragé », dans « les contradictions inextricables » qui déterminent et accompagnent la révolte antinapoléonienne de l'Allemagne. Si sur un plan philosophique il est fini, sur le plan plus proprement politique l'auteur des *Discours* est plus que suspect : « les aspects réactionnaires » du mouvement national allemand « laissent des traces funestes sur sa philosophie »⁹. Comme on voit, même les *Befreiungskriege*, que le dernier Fichte contribue à théoriser et à propager, les « prétendues guerres de libération », sont pour Lukács essentiellement condamnées avec les « mouvements nationaux » allemands, en tant qu'« imprégnées de mysticisme réactionnaire »¹⁰.

Le jugement d'un interprète récent de Hegel est encore plus drastique : ce dernier est célébré dans la mesure où « il adopta une conduite de soutien enthousiaste aux Français et d'opposition violente tant au mouvement nationaliste allemand, qu'à l'insurrection anti-française de 1813, si ardemment invoquée par Fichte », lequel n'a pas fini par hasard par susciter « tant d'enthousiasme chez Carl von Clausewitz » évidemment entendu comme symbole de la réaction belliciste. Qui plus est, les *Befreiungskriege* avec « leurs mentors universitaires », tout le mouvement qui se développe sur la vague de résistance antinapoléonienne est carrément accusé au-delà du chauvinisme de préfigurer le nazisme¹¹. Ce n'est presque pas la peine de noter que dans cette liquidation ne figure pas seulement le dernier Fichte (ou mieux le Fichte de la maturité, étant donné qu'au moment où il prononce les *Discours à la nation allemande* le philosophe a à peine dépassé les 45 ans), mais aussi, pour se limiter à l'histoire de la philosophie, Schleiermacher, Wilhelm von Humboldt etc., pour ne pas parler évidemment de Fries et compagnie. Le piquant c'est qu'une telle liquidation finit ensuite par

9. Cf. György Lukács, *Il giovane Hegel e i problemi della società capitalistica*, trad. it., Einaudi, Turin, 1960, p. 20, p. 626-627, p. 408.

10. Cf. György Lukács, *La distruzione della ragione*, trad. it., Einaudi, Torino, 1959, p. 43 et *Il giovane Hegel...*, op. cit., p. 17.

11. Cf. Shlomo Avineri., *La teoria hegeliana dello Stato*, trad. it. Laterza, Rome-Bari, 1973, p. 46, p. 68 note et p. 145-149.

manquer complètement son but qui est ouvertement celui de célébrer à l'opposé l'enthousiasme napoléonien de Hegel, qui, s'il est dans sa jeunesse parmi les premiers, comme nous l'avons vu, à prendre conscience de la question nationale allemande, formule de toute façon à Berlin une évaluation indubitablement positive des *Befreiungskriege*¹².

C'est vrai : à l'inverse de Avineri, Lukács se rend parfaitement compte que ces guerres napoléoniennes sont « guerre de conquête » qui accentuent la question nationale en Allemagne et suscitent une résistance étendue et légitime. Il rappelle l'observation de Marx selon lequel, à l'époque napoléonienne, « toutes les guerres d'indépendance conduites contre la France, portent l'empreinte commune d'une régénération qui s'unit à la réaction » (MEW, X, 444). Il s'agit de mouvements qui, du fait de devoir récupérer l'indépendance nationale dans la lutte contre le pays des Lumières et de la révolution, sont inévitablement portés à voir dans la culture éclairée et révolutionnaire provenant de la France un véhicule de dénationalisation et d'assimilation des pays envahis, un instrument au service d'une politique expansionniste et d'oppression nationale ; ces mouvements sont donc portés à identifier la lutte contre les envahisseurs à la lutte contre les Lumières et la révolution française. En ce sens, la régénération (qui est l'élément objectif et de première importance consistant dans le processus réel de libération de l'occupation étrangère) s'unit ici à la réaction (l'idéologie confuse et trouble qui accompagne ce processus et qui est annonciatrice des contre-révolutions et des régressions à venir). Pourtant, après avoir cité la prise de position de Marx, Lukács finit par en fausser la signification, étant donné qu'il privilégie, ou absolutise carrément l'aspect de la réaction (nous ne parlons pas d'Avineri qui ne semble même pas soupçonner l'élément de la « régénération » !).

Le dernier Fichte est de toute façon aussi peu « naufragé » dans « les contradictions inextricables » propres à la résistance antinapoléonienne qu'au contraire, comme nous l'avons vu, il s'efforce constamment de saisir et de comprendre. Il est vrai qu'en plusieurs occasions les Allemands chauvins se sont réclamés des *Befreiungskriege*, mais le caractère mystificateur de telles opérations est bien mis en évidence par Engels, à l'occasion de la guerre franco-prussienne de 1870, depuis que cette guerre s'est clairement transformée en guerre d'expansion et de rapine de la part de la Prusse : ont le droit de se réclamer alors des *Befreiungskriege*, de la lutte de libération nationale contre Napoléon, non les généraux de von Moltke et de Guillaume I^{er}, mais les combattants français qui s'opposent à la progression de l'armée prusso-allemande (MEW, XVII, 167-71 et 203-7). L'évaluation des *Befreiungskriege* est analogue chez Lénine : « Le peuple allemand dut endu-

12. Cf. Domenico Losurdo, *Hegel und das deutsche Erbe*, Pahl-Rugenstein, Köln, 1989, ch. VI.

rer le jeu de l'envahisseur, quand l'époque des guerres révolutionnaires de la France céda le pas à celle des guerres de conquête impérialiste » ; après la bataille de Iéna, Napoléon « imposa aux Allemands des conditions de paix incroyablement honteuses », qui prévoyaient entre autres « l'engagement de fournir [...] des troupes en aide à l'envahisseur pour l'assujettissement des autres peuples ». Le soulèvement antinapoléonien de la Prusse et du peuple allemand fait l'objet d'une célébration chaleureuse et sans réserves : la défaite de Iéna et la paix de rapine qui a suivi ne réussirent pas à les empêcher de recouvrer « une conscience » et de renaître « à une nouvelle vie, jusqu'à se retrouver dans les conditions de pouvoir victorieusement opposer la « guerre de libération », la « guerre du peuple », à la « guerre napoléonienne ». De façon significative, au moment de la paix de Brest-Litovsk, la lutte de la jeune Russie soviétique contre l'agression de l'impérialisme allemand des Hohenzollern est comparée à la lutte que la Prusse, pourtant dirigée par les Hohenzollern, avait menée en son temps contre l'invasion et l'occupation napoléonienne, tandis que Napoléon est à l'inverse défini comme « un pirate semblable à ce que sont maintenant les Hohenzollern »¹³.

Nous pouvons vraiment comprendre la signification de l'importance du dernier Fichte à la lumière du critère méthodologique énoncé par Lukács, selon lequel la grandeur de la philosophie classique allemande se trouve dans le reflet théorique des grands événements qui scandent l'histoire de l'Europe de ce temps. Après avoir pendant si longtemps espéré en une rénovation imposée à la patrie par les baïonnettes françaises, c'est-à-dire avec du retard néanmoins dans la compréhension de la question nationale par rapport à Hegel, Fichte accueille pleinement la légitimité et la nécessité historique de la résistance antinapoléonienne d'abord, et des *Befreiungskriege* ensuite, sans se laisser abuser par ceux qui se servent des mots d'ordre issus de la Révolution française comme d'une idéologie de légitimation de l'expansionnisme napoléonien, mais en observant le caractère objectivement libérateur et progressif du mouvement allemand de résistance nationale. Si c'est Hegel qui, sur la base des analyses des bouleversements constatés outre-Rhin, a pensé les catégories de la révolution beaucoup plus profondément que ne l'avaient fait ses protagonistes eux-mêmes¹⁴, c'est Fichte qui a pensé de la façon la plus approfondie les catégories de la guerre d'indépendance et de libération nationale, même si la France, en défendant

13. Vladimir I. Lenin, *Rapporto sulla ratifica del trattato di pace*, 14 mars 1918, et *Rapporto sulla guerra e la pace*, 7 mars 1918, in V.I. Lenin, *Opere*, Rome, 1955 et s., vol. XXVII, p. 165-166 et p. 90-91.

14. Nous renvoyons à notre contribution « Les catégories de la révolution dans la philosophie classique allemande » in André Tosel (sous la direction de) *Représentations et interprétations de la Révolution Française*, Vrin, Paris, 1984, p. 165-195.

la révolution contre l'intervention des puissances féodales, avait déjà eu une expérience de ce genre plusieurs années avant l'éclatement des *Befreiungskriege*. Dans le Fichte qui reflète théoriquement le soulèvement anti-napoléonien des nations opprimées et qui, bien qu'en se référant exclusivement à l'Europe, fait la théorie d'une sorte de processus révolutionnaire ininterrompu qui se poursuit de la libération nationale à la libération socio-politique, dans ce dernier Fichte on ne peut pas ne pas voir un des points les plus hauts atteints par la philosophie classique allemande.